



**Convention internationale  
sur la protection des droits  
de tous les travailleurs  
migrants et des membres  
de leur famille**

Distr.  
GÉNÉRALE

CMW/SP/2  
6 octobre 2003

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS/ESPAGNOL/  
FRANÇAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES  
Première réunion  
New York, 11 décembre 2003

**ÉLECTION DES MEMBRES DU COMITÉ POUR LA PROTECTION  
DES DROITS DE TOUS LES TRAVAILLEURS MIGRANTS  
ET DES MEMBRES DE LEUR FAMILLE**

**Note du Secrétaire général**

1. La Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (ci-après dénommée «la Convention») a été adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/158 du 18 décembre 1990 et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003. Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 72 de la Convention, la première réunion des États parties à la Convention sera convoquée par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies en vue d'élire les 10 membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (ci-après dénommé «le Comité») parmi les candidats désignés par les États parties.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 72 de la Convention, par une note verbale datée du 3 juillet 2003 le Secrétaire général a invité les États parties à la Convention à désigner leurs candidats à l'élection des membres du Comité dans un délai de deux mois, c'est-à-dire avant le 3 septembre 2003. Le 28 août 2003, le secrétariat a adressé un premier rappel aux États parties qui n'avaient pas encore répondu. Étant donné que neuf présentations de candidature seulement avaient été reçues, un deuxième rappel a été envoyé le 8 septembre 2003 pour inviter les États parties qui ne l'avaient pas encore fait à désigner leurs candidats avant le 19 septembre 2003. C'est ainsi qu'un dixième candidat a été présenté par le Maroc le 19 septembre 2003.

3. On trouvera à l'annexe I la liste, dans l'ordre alphabétique, des personnes proposées pour siéger au Comité, dans laquelle sont aussi indiqués les États parties ayant présenté des candidatures, dont disposait le secrétariat au 19 septembre 2003. La liste des candidats présentés et des notices biographiques que le secrétariat pourrait recevoir après le 19 septembre 2003 sera portée à l'attention des États parties dans des additifs à la présente Note.

**Annexe I**

**LISTE DES CANDIDATS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES  
AU 19 SEPTEMBRE 2003**

|   |             |
|---|-------------|
| M. Francisco ALBA                           | Mexique     |
| M. José Serrano BRILLANTES                  | Philippines |
| M. Francisco CARRIÓN-MENA                   | Équateur    |
| M <sup>me</sup> Ana Elizabeth CUBIAS MEDINA | El Salvador |
| M <sup>me</sup> Anamaría DIEGUEZ            | Guatemala   |
| M. Ahmed Hassan EL-BORAI                    | Égypte      |
| M. Abdelhamid EL JAMRI                      | Maroc       |
| M. Arthur Shatto GAKWANDI                   | Ouganda     |
| M. Prasad KARIYAWASAM                       | Sri Lanka   |
| M. Azad TAGHIZADE                           | Azerbaïdjan |

## Annexe II

### NOTICES BIOGRAPHIQUES DES CANDIDATS DÉSIGNÉS PAR LES ÉTATS PARTIES REÇUES PAR LE SECRÉTARIAT AU 19 SEPTEMBRE 2003

M. Francisco ALBA (Mexique)\*

**Date et lieu de naissance:** 28 août 1941, Mexico

**Langues de travail:** Anglais et espagnol

#### **Situation/fonctions actuelles**

Professeur et chercheur au Collège de Mexico, hautement spécialisé dans les domaines de la migration internationale, de la population, du développement et de l'intégration économique. Depuis 1985, est également membre du Système national de chercheurs mexicains, niveau III.

#### **Principales activités professionnelles**

Membre de l'Académie mexicaine des sciences depuis 1989. A reçu le prix national de démographie pour son éminente carrière. Est également membre de la Société mexicaine de démographie et d'autres associations professionnelles nationales et internationales analogues telles que l'International Union for the Scientific Study of Population. A également fait partie du Groupe consultatif États-Unis–Mexique du Bureau de la population de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, à Washington, D.C.

#### **Titres universitaires**

Diplôme d'économiste de l'Université de San Lui Potosí; maîtrise de démographie du Collège de Mexico; études de troisième cycle à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'Université du Texas (États-Unis); licence de philosophie de l'Université grégorienne de Rome.

#### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité**

M. Alba est l'un des spécialistes mexicains des migrations les plus réputés. Il a dirigé l'élaboration de l'Informe del Estudio Binacional México–Estados Unidos sobre Migración (Rapport de l'étude binationale Mexique–États-Unis sur les migrations), ouvrage collectif fondé sur des recherches effectuées entre 1995 et 1997, publié en 1997 par le Secrétariat des relations extérieures du Mexique et la Commission de la réforme de l'immigration des États-Unis.

---

\* Le curriculum vitae complet du candidat en anglais et en espagnol, langues dans lesquelles il a été communiqué par le Gouvernement mexicain, peut être consulté sur le site Internet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ([www.unhcr.ch/html/menu2/6/cmw/](http://www.unhcr.ch/html/menu2/6/cmw/)) ou dans les dossiers du secrétariat.

### **Publications les plus récentes dans ce domaine**

M. Alba est l'auteur de très nombreuses études et publications portant sur les migrations internationales, la politique migratoire mexicaine, la population et le développement et les processus d'intégration économique, en particulier dans le cadre des relations entre le Mexique et les États-Unis. Il a notamment publié les ouvrages suivants:

- *Las migraciones internacionales*, Série Tercer Milenio, Conseil national pour la culture et les arts, Mexico, 2001;
- *Informe del Estudio Binacional México-Estados Unidos sobre Migración*, Secrétariat des relations extérieures/Commission de la réforme de l'immigration, Mexico, 1997 (ouvrage collectif);
- *México-Estados Unidos-Canadá 1995-1996*, Collège de Mexico, 1997 (avec Gustavo Vega);
- *La población en el desarrollo contemporáneo de México*, Collège de Mexico, 1994 (avec Gustavo Cabrera);
- *Problems of Urbanization and Growth in Large Cities in Developing Countries. A case Study of Mexico City*, pour l'Organisation internationale du Travail, Collège de Mexico, décembre 1991 (avec Boris Graizbord, María Eugenia Negrete et Crescencio Ruiz);
- *La población de México: evolución y dilemas*, Collège de Mexico, 1977 (3<sup>e</sup> éd. 1984; nouveau tirage en 1989). Traduction en anglais, *The population of Mexico: Trends, Issues and Policies*, Transaction Press, New Brunswick, NJ. 1982;
- *La población de México*, Séries CICRED, Collège de Mexico, 1976.

José Serrano BRILLANTES (Philippines)\*

**Date et lieu de naissance:** 4 février 1938, Manille (Philippines)

**Langues de travail:** Allemand, anglais, espagnol, ilocano et pilipino

**Situation/fonctions actuelles**

Sous-Secrétaire (Vice-Ministre) aux affaires des travailleurs migrants du Ministère des affaires étrangères, essentiellement chargé de représenter les intérêts et de défendre les droits et le bien-être des quelque 7,2 millions de Philippins qui travaillent à l'étranger.

**Principales activités professionnelles**

Avocat de profession et de formation, juriste depuis 11 ans et diplomate respecté depuis plus de 30 ans, ayant été en fonctions dans des ambassades à Kuala Lumpur, Bonn et Washington, D.C. Organise des campagnes en vue de défendre les intérêts des travailleurs philippins de l'étranger sur terre et sur mer, en leur fournissant toute l'assistance consulaire et juridique possible. Représente les Philippines dans des dialogues, réunions, conférences et séminaires internationaux, régionaux, multilatéraux et bilatéraux: intervient dans des colloques, forums et congrès à propos de questions intéressant les travailleurs migrants et de problèmes les concernant, en s'appuyant sur sa formation et son expérience en tant qu'ancien secrétaire au travail. Ancien ambassadeur en Malaisie, il a été membre, en 1988 et 1989, du Groupe de travail de l'Assemblée générale des Nations Unies qui a élaboré la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

**Études**

Études universitaires supérieures en administration publique, Université de Carlton, Ottawa (Canada) (1975-1976); licence de droit de l'Université Ateneo de Manila, Philippines (1956-1960); Grade d'associé en arts et sciences, Collège des arts et des sciences de l'Université Ateneo de Manila, Manille (Philippines) (1954-1956).

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité**

En tant que principal responsable de la promotion et de la protection des droits des travailleurs migrants, le Sous-Secrétaire aux affaires des travailleurs migrants tire le meilleur parti des idées et du dynamisme d'organismes publics et privés tels que les autres ministères, les organisations non gouvernementales et les organismes internationaux, afin de mieux coordonner les efforts visant à fournir une assistance juridique consulaire aux travailleurs philippins à l'étranger, sur terre et sur mer. Joue un rôle central au sein du Ministère dans la lutte

---

\* Le curriculum vitae complet du candidat en anglais, langue dans laquelle il a été communiqué par le Gouvernement philippin, peut être consulté sur le site Internet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ([www.unhcr.ch/html/menu2/6/cmw/](http://www.unhcr.ch/html/menu2/6/cmw/)) ou dans les dossiers du secrétariat.

contre le trafic illicite d'êtres humains, la traite de personnes et autres crimes transnationaux, ainsi que dans le système de mise en commun d'informations sur les migrations géré par le Gouvernement philippin; rédige des notes d'information relatives à la migration de la main-d'œuvre et aux problèmes des travailleurs migrants; coordonne l'ensemble des efforts d'assistance des services diplomatiques philippins et des attachés de divers organismes; travaille en réseau avec les ONG; élabore actuellement des propositions d'amendement à la loi sur les travailleurs migrants de 1995 (RA 8042).

#### **Publications les plus récentes dans ce domaine**

- *Labour Migration Ministerial Consultations for Countries of Origin in Asia*, Colombo, 1<sup>er</sup> et 2 avril 2003;
- *The Philippine Overseas Employment Program and its Effects on Migration in Canada*, Université de Colombie britannique, Vancouver (Canada) 1997;
- *Human Resources Development and Pacific Century*, en qualité de Président de la Réunion ministérielle sur les ressources humaines, Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP), Manille, 8 janvier 1996.

Francisco CARRIÓN-MENA (Équateur)

**Date et lieu de naissance:** 8 avril 1953, Quito

**Langues de travail:** Anglais, espagnol et français

**Situation/fonctions actuelles**

- Ambassadeur, membre du corps diplomatique équatorien;
- Ambassadeur de l'Équateur en Espagne depuis 2000. Dans le cadre de sa mission à Madrid, est principalement chargé de faire face à l'augmentation du flux migratoire équatorien vers l'Espagne, qui s'est produite durant ces quatre dernières années.

**Principales activités professionnelles**

- Vice-Ministre des relations extérieures (1998-2000);
- Membre des commissions négociatrices de la paix avec le Pérou (1996-1998);
- Sous-Secrétaire à la souveraineté nationale du Ministère des relations extérieures (1996-1998);
- Professeur à l'Université centrale de l'Équateur et à l'Académie diplomatique de Quito (1988-1992); matières enseignées: «Négociation internationale» et «Politique extérieure»;
- Conseiller diplomatique du Président de la République, Quito (1988-1991);
- Ministre et Chargé d'affaires de l'Équateur à Londres (1991-1996);
- Conseiller et Chargé d'affaires de l'Équateur à Paris (1982-1988);
- Fonctionnaire des affaires extérieures depuis 1974.

**Études**

- Doctorat de sciences internationales (Université centrale de l'Équateur, Quito) (1978);
- Licence de sciences politiques et sociales (Université centrale de l'Équateur, Quito) (1974);
- Diplôme de troisième année de spécialisation en affaires internationales (Faculté de sciences politiques, Florence, Italie) (1983);
- A suivi divers cours et séminaires sur les flux migratoires, la sécurité, l'administration publique et la politique extérieure au Chili, au Pérou, en France et en Équateur.

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité**

- Membre de l'équipe qui a négocié la Convention sur les flux migratoires entre l'Équateur et l'Espagne (février 2001) en sa qualité d'Ambassadeur de l'Équateur à Madrid;
- Conférencier invité à des séminaires et dans des universités pour traiter de questions liées aux migrations: Murcie (2003), Université de Alcalá de Henares (2002) et Université de Salamanque (2001) en Espagne; Quito (2001) en Équateur.

**Publications les plus récentes dans ce domaine**

Articles parus dans des revues spécialisées sur les migrations: «La Migración Ecuatoriana en España» (2002); «Inmigración e Interculturalidad» (2003).



Ana Elizabeth CUBIAS MEDINA (El Salvador)\*

**Langues de travail:** Anglais (courant), espagnol, français (notions), italien (notions)

**Études**

- Cours de doctorat en droits fondamentaux de l'Institut des droits de l'homme «Bartolomé de Las Casas» de l'Université Carlos III de Madrid (1992-1994);
- Autorisation d'exercer la profession de notaire délivrée par la Cour suprême de justice de la République d'El Salvador, le 23 avril 1992;
- Autorisation d'exercer la profession d'avocat délivrée par la Cour suprême de justice de la République d'El Salvador, le 13 août 1991;
- Diplôme professionnel de licence en sciences juridiques de l'Université centroaméricaine, «José Simeón Cañas, le 13 avril 1991;

**Expérience professionnelle**

- Directrice depuis octobre 1999 de l'Unité de développement social intégré du Ministère des relations extérieures;
- Conseillère technique auprès de l'Unité sociale du Ministère des relations extérieures, notamment pour les questions relatives aux droits de l'homme, au droit international humanitaire, aux migrants et aux réfugiés et aux populations autochtones, depuis novembre 1997;
- Coordinatrice exécutive nationale du projet PNUD-PDH ELS/095/13 intitulé «Renforcement des méthodes d'observation, de suivi, d'analyse et d'enquête du Service du Procureur général pour la défense des droits de l'homme», février 1996-octobre 1997;
- Notaire de la République d'El Salvador, en exercice depuis avril 1992;
- Avocate de la Banque mondiale détachée à la Direction générale de la reconstruction (Ministère de la planification), chargée du volet «Éducation» du plan de reconstruction nationale, décembre 1991-septembre 1992;

---

\* Les informations relatives aux bourses obtenues par la candidate, ainsi qu'aux conférences, travaux de recherches juridiques, séminaires et cours auxquels elle a participé, peuvent être consultées sur le site Internet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ([www.unhcr.ch/html/menu2/6/cmw/](http://www.unhcr.ch/html/menu2/6/cmw/)) ou dans les dossiers du secrétariat. Ces informations sont disponibles en espagnol, langue dans laquelle elles ont été communiquées par le Gouvernement salvadorien.

- Avocate de la République d'El Salvador, exerce à son compte dans les domaines du droit civil et du droit pénal ainsi que du droit du travail, depuis août 1991;
- Conseillère en matière de recours judiciaires au département juridique de la *Financiera Nacional de Tierras Agrícolas* (FINATA), septembre 1989-novembre 1991;
- Collaboratrice juridique à la Faculté de droit de l'Université José Simeón Cañas, septembre 1990-juillet 1991;
- Chef par intérim du Département juridique de l'hôpital Rosales, mars 1989-avril 1990.

### **Expérience dans les domaines de l'enseignement et de la recherche**

- Responsable de la formation en droit constitutionnel et droit international à l'École de la magistrature, depuis 1998;
- Responsable de la formation à l'Unité technique exécutive du Ministère de la justice dans le cadre du programme de renforcement du domaine constitutionnel dans les affaires juridiques des institutions de l'État, 1997;
- Responsable de la formation aux droits de l'homme au titre du programme de formation des juges de paix et des avocats commis d'office, dans le cadre du projet PNUD-Conseil national de la magistrature, 1997;
- Chargée de recherche pour le volet juridique du projet «Éducation et formation sans disparités entre les sexes», sous les auspices de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECI), Université centroaméricaine José Simeón Cañas, octobre 1996-février 1997;
- Formatrice dans le cadre du projet «Éducation aux droits de l'homme dans l'enseignement supérieur universitaire», organisé par le Conseil supérieur universitaire centroaméricain (CSUCA), avec l'appui financier de l'Union européenne, 1996-1997;
- Professeur en théorie générale des droits de l'homme, maîtrise des droits de l'homme de l'Université nationale, septembre 1996-juin 1999;
- Professeur en droit constitutionnel, droits de l'homme et techniques de recherches juridiques au Département des sciences juridiques de l'Université centroaméricaine José Simeón Cañas, et collaboratrice de la direction et de la coordination de la filière «Sciences juridiques» de l'Université centroaméricaine José Simeón Cañas depuis février 1996;
- Chargée de recherches juridiques dans le cadre du projet «Applicabilité de la loi sur les mineurs délinquants», organisé par la Fondation Konrad Adenauer et le Département des sciences juridiques de l'Université centroaméricaine José Simeón Cañas, octobre-décembre 1995;

- Coordinatrice de la filière «Sciences juridiques» du Département de sciences juridiques de l'Université centroaméricaine José Simeón Cañas, juillet 1995-février 1996;
- Professeur de droit romain au Département des sciences juridiques de l'Université centroaméricaine José Simeón Cañas, année universitaire 1991-1992.

#### **Autres activités**

- Représente El Salvador à la Conférence régionale sur les migrations depuis 1997;
- Ancienne Présidente du Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale (CEPREDENAC);
- Membre du Comité chargé de l'établissement et de la présentation de rapports à l'Organisation des Nations Unies sur la mise en œuvre d'instruments internationaux, depuis 1998;
- Membre du Comité interinstitutionnel de droit international humanitaire, depuis novembre 1997;
- Ancienne membre du Conseil éditorial de la revue *Realidad* de l'Université centroaméricaine José Simeón Cañas, août 1996-décembre 1997.

Anamaría DIEGUEZ (Guatemala)\*

**Date et lieu de naissance:** 6 février 1952, Guatemala

**Langues de travail :** Allemand (40 %), anglais (100 %), espagnol et français (100 %)

**Enseignement supérieur**

- 1989-1993: Université ibéroaméricaine de Mexico, maîtrise de sociologie;
- 1988: Université ibéroaméricaine de Mexico, diplôme d'analyse politique;
- 1979-1983: Université de San Carlos de Guatemala, licence de sciences agricoles avec spécialisation en développement rural;
- 1970-1974: Université Rafael Landívar de Guatemala, licence en sciences politiques et sociologie de l'Institut de sciences politiques et sociales et de l'École de sociologie de l'Université Complutense de Madrid.

**Compétences professionnelles: domaines d'expérience**

- Diplomatie, négociation, affaires politiques, droits de l'homme, promotion du commerce, de la culture et du tourisme, relations publiques. Dix-sept années d'expérience dans les services diplomatiques guatémaltèques;
- Deux années d'expérience en tant que Sous-Secrétaire à la paix de la présidence de la République.

**Expérience professionnelle**

- Embrasse la carrière diplomatique en 1984 à l'ambassade du Guatemala au Mexique. Est nommée Ambassadrice au Venezuela en 1993 et en Allemagne en 1998;
- A travaillé dans la sphère politico-diplomatique avec des représentants de gouvernements au niveau bilatéral ainsi que dans des instances multilatérales lors de nombreuses réunions d'organisations internationales, en qualité de présidente ou de représentante de son pays. A également participé à des activités de coopération et de promotion du commerce et de la culture;

---

\* Les informations relatives aux activités professionnelles de la candidate dans le domaine du développement communautaire et de la coopération et aux séminaires internationaux auxquels elle a participé peuvent être consultées sur le site Internet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ([www.unhcr.ch/html/menu2/6/cmw/](http://www.unhcr.ch/html/menu2/6/cmw/)) ou dans les dossiers du secrétariat. Ces informations sont disponibles en anglais et en français, langues dans lesquelles elles ont été communiquées par le Gouvernement guatémaltèque.

- A favorisé le rapprochement avec les différentes communautés guatémaltèques dans les pays en question, renforçant leur organisation et, dans certains cas, obtenant des appuis pour des projets à l'intérieur du Guatemala. Au Mexique, a été chargée de la question des migrations bilatérales tant dans des réunions spécialisées que lors de sommets présidentiels;
- Depuis janvier 2003, Conseillère chargée par le Bureau de coordonner les activités relatives aux migrations et d'organiser des actions en faveur des migrants, en collaboration avec les services compétents du Ministère des affaires étrangères;
- Coordonne, avec le Ministère du travail et de la prévision sociale et l'Organisation internationale pour les migrations, le projet pilote intitulé «Travailleurs migrants vers le Canada»;
- A organisé un atelier à l'intention des fonctionnaires diplomatiques et consulaires et d'autres départements ministériels en vue de mieux faire connaître la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille;
- Expérience des échanges multilatéraux en qualité de chef de délégation à plusieurs réunions du Conseil du Système économique latino-américain. A présidé la réunion des Ministres de l'Organisation latino-américaine de la pêche. A été Chef de délégation à diverses réunions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAC), de l'Association des États de la Caraïbe (AEC) et de la neuvième session de la CNUCED;
- A également été déléguée à la Conférence spécialisée sur le projet de convention interaméricaine contre la corruption de la XXVII<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Organisation des États américains ainsi que dans le cadre du dialogue entre l'Union européenne et l'Amérique centrale San José III et XVI de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes et du Mécanisme de dialogue et de concertation Tuxtla I et II entre le Mexique et l'Amérique centrale, entre autres.

### **Activités en faveur de la paix**

- D'août 2001 à janvier 2003, a été Sous-Secrétaire à la paix au Secrétariat à la paix de la présidence de la République, chargée de coordonner les commissions paritaires, spéciales et spécifiques créées en vertu des accords de paix. Membre de la Commission de suivi du retour de l'URNG à la légalité (CSI); a participé à la réorganisation de la Commission paritaire sur les questions relatives à la propriété foncière des populations autochtones (COPART);
- Les commissions paritaires étaient chargées de répondre aux demandes des populations déracinées, démobilisées et rapatriées, et connaissaient très bien leurs difficultés. Les populations en question sont situées dans les régions du Guatemala qui comptent la plus grande proportion de migrants;

- A participé à diverses rencontres avec des acteurs de la paix, coordonnant les efforts de la Commission de suivi et des représentants de la société civile en vue de définir les nouvelles institutions de la paix et la transition. A été secrétaire technique de la Commission de suivi. A ensuite été nommée représentante suppléante;
- A fait partie de l'équipe qui a négocié le Plan national d'indemnisation des victimes du conflit armé interne, s'occupant notamment de l'accès au logement et à la terre de populations principalement établies au nord et au sud-ouest du pays;
- A participé à des réunions de l'Unité présidentielle de règlement des conflits, à la Commission de haut niveau avec la Coordination nationale des organisations paysannes à propos des conflits fonciers; a été membre de la Commission de suivi du pacte fiscal et de la Commission préparatoire du Groupe consultatif;
- A participé activement, au Mexique, au Venezuela et en Allemagne, à la diffusion des accords de paix et des droits de l'homme au moyen d'entretiens accordés à des journaux, des stations de radio et des chaînes de télévision, de médias nationaux et régionaux.

Ahmed Hassan EL-BORAI (Égypte)\*

**Date de naissance:** 29 octobre 1944

**Situation/fonctions actuelles**

- Professeur de droit et Directeur du Département de législation sociale de la faculté de droit de l'Université du Caire;
- Avocat auprès de la Cour de cassation et du Conseil d'État égyptiens (depuis 1983);
- Associé Principal du Cabinet El-Borai.

**Diplômes universitaires**

- 1972: Doctorat d'État en droit, Université de Rennes (France);
- 1970: Diplôme de droit public, Université de Rennes;
- 1968: Diplôme de droit privé, faculté de droit, Université du Caire;
- 1967: Diplôme de droit public, faculté de droit, Université du Caire;
- 1966: Licence en droit, faculté de droit, Université du Caire.

**Autres fonctions**

- Depuis 1995: Membre du Comité d'experts juridiques de l'Organisation arabe du travail;
- Depuis 1995: Directeur du Centre des relations professionnelles, Université du Caire;
- Depuis 1992: Expert juridique national pour l'élaboration du projet de loi unifié sur le travail;
- Depuis 1991: Membre du Conseil suprême pour les affaires islamiques;
- 1993-1995: Conseiller juridique auprès du Parlement égyptien pour le Comité de la main-d'œuvre;
- 1987-1988: Représentant permanent de l'Égypte à l'UNESCO;

---

\* La liste des distinctions honorifiques du candidat, la liste complète des colloques et des conférences auxquels il a participé, et la liste complète des ouvrages professionnels dont il est l'auteur peuvent être consultés sur le site Internet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ([www.unhcr.ch/html/menu2/6/cmw](http://www.unhcr.ch/html/menu2/6/cmw)) ou dans les dossiers du secrétariat. Toutes ces listes sont disponibles en anglais, langue dans laquelle elles ont été communiquées par le Gouvernement égyptien.

- 1986-1990: Conseiller culturel de l'Ambassade d'Égypte à Paris;
- 1983-1986: Conseiller juridique auprès de l'Université du Caire.

#### **Missions universitaires**

- Depuis 1997: Professeur invité, Université de Paris 1;
- 1985-1987: Professeur invité, Université de Rennes;
- 1977-1981: Professeur invité, Université Mohammed Ibn Abdallah, Maroc;
- 1977-1988: Professeur invité, Université de Riyadh.

#### **M. El Borai a participé notamment aux colloques et conférences suivants:**

- «Développement des relations professionnelles en Palestine», organisé par l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation arabe du travail (OAT) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Ramallah, octobre 1995;
- «La sécurité sociale dans la perspective des changements économiques», organisé par l'Union égyptienne du travail et le Bureau international du Travail, Alexandrie, octobre 1995;
- «Développement des relations professionnelles dans les États arabes», organisé par l'OIT, l'OAT et le PNUD, Amman, septembre 1995;
- Quatre-vingt-deuxième Conférence internationale du travail, Genève, juin 1995; Conseiller juridique auprès de la délégation égyptienne;
- «Femmes et défis des prochains siècles», organisé par l'Union égyptienne du travail et l'OIT, Le Caire, mai 1995;
- Deuxième Conférence sur la migration de la main-d'œuvre entre les États arabes, organisée par le Programme arabe d'appui aux migrations entre États arabes, Beyrouth, mars 1995;
- Quatre-vingt-unième Conférence internationale du travail, Genève, juin 1994, Conseiller juridique auprès de la délégation de l'Union égyptienne du travail;
- «Les normes internationales du travail et le projet de loi égyptien sur le travail», organisé par l'OIT, Genève, mars 1994; Membre de la délégation égyptienne auprès de l'OIT;
- Première conférence sur la migration de la main-d'œuvre entre les États arabes, organisée par le Programme arabe d'appui aux migrations entre États arabes, le Caire, mai 1992.



**Ouvrages professionnels (entre autres)**

- Régulation de la migration de la main-d'œuvre entre États arabes, conformément aux pratiques arabes et internationales en matière d'emploi, travail de recherche présenté à la deuxième Conférence sur la migration de la main-d'œuvre entre les États arabes;
- Dispositions spécifiques régissant l'emploi des femmes dans la législation arabe, travail de recherche présenté à la Conférence sur la protection des femmes au travail, organisée par l'Association générale des syndicats égyptiens, Le Caire, 1994;
- Cadre juridique de la protection de la main-d'œuvre migrante dans États arabes, travail de recherche (en anglais et en arabe) effectué pour le compte de l'OIT à l'occasion de la première Conférence sur la migration de la main-d'œuvre entre les États arabes.

Abdelhamid EL JAMRI (Maroc)\*

**Âge:** 44 ans

**Chargé de mission, Ingénierie de projet, Formation, Coopération**

**Dernières missions**

**Ville de Paris:** 2002/2003 Expert

Réalisation de l'étude «Les formations linguistiques et la lutte contre les discriminations», Paris

**Commission européenne:** 2002/2003 Chef de mission

Réalisation de l'étude «Structuration de la circulation de personnes entre le Maroc et l'Union européenne, identification et instruction du projet selon la méthodologie PCM», Bruxelles, Madrid, Paris, Rabat

**Agence nationale pour l'emploi:** 2002/2003 Chef de projet

Mise en place et coordination de la réalisation de prestations de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) en direction des demandeurs d'emploi. Dix sites en Île-de-France

**Parlement européen:** 2002 Expert

Animation d'atelier, intervention et rédaction de synthèses, Assemblée parlementaire paritaire Union européenne/Pays Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP), Le Cap, Afrique du Sud

**Ministère de coopération belge:** 2002 Responsable de formation

Formation de cadres d'ONG belges de développement à la coopération à l'international: coordination d'une commission, élaboration, mise en place et animation de la formation, Bruxelles

**Entreprises:** 2002/2003 Consultant

Élaboration de plans de formation et d'actions de qualification collective pour des entreprises privées et publiques: France Télécom, Électricité de France, Vivendi, SITA

**Consortium:** 2002 Consultant

Diagnostic et élaboration de plans stratégiques et de développement de quatre centres de formation professionnelle et supérieure. Libreville

---

\* Les informations relatives à l'expérience associative du candidat peuvent être consultées sur le site Internet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ([www.unhcr.ch/html/menu2/6/cmw/](http://www.unhcr.ch/html/menu2/6/cmw/)) ou dans les dossiers du secrétariat. Ces informations sont disponibles en français, la langue dans laquelle elles ont été présentées par le Gouvernement marocain.

### **Expérience professionnelle**

- Depuis septembre 1999: Consultant, projet de coopération avec le Maghreb et l’Afrique. Ingénierie de projet, formation, qualification collective, diagnostic de structures, élaboration de programmes territoriaux, évaluation de programmes;
- Depuis janvier 1999: Directeur, savoirs et formation, organisme de formation, Val-d’Oise, France; 12 salariés.  
Création de l’organisme, montage et négociation des actions de formation dans le cadre des dispositifs publics et privés. Montage de dispositifs d’insertion et d’intégration des publics migrants;
- Depuis janvier 1998: Directeur, ISFD (Institut supérieur de formation et de développement), Marne-la-Vallée, France; 25 intervenants.  
Institut de formation pour les professionnels de la politique de la ville, de l’insertion sociale et professionnelle, de l’intégration et du développement local. Création de l’Institut, montage de partenariats avec des universités, grandes entreprises et administrations, mise en place de formations diplômantes et continues;
- 1992-1998: Directeur, Savoirs et formation, Organisme de formation, Seine-et-Marne, France; 22 salariés.  
Création de l’organisme, montage et négociation des actions de formation dans le cadre des dispositifs publics et privés. Montage de dispositifs d’insertion et d’intégration des publics migrants;
- 1985-1992: Délégué départemental, AEFTI, organisme de formation et d’aide à l’insertion de publics migrants, Somme, France; 19 salariés.  
Direction et gestion administrative, financière et pédagogique de l’entreprise;
- 1984-1985: Chargé de Mission, Sofimex, Société d’import/export, Paris; 22 salariés.  
Conception et création d’une ligne de produits agroalimentaires: création de la marque, négociation avec les producteurs, les industriels, les chaînes de distribution.

### **Autres expériences**

- Chargé d’étude auprès de la ville de Paris: Élaboration du Plan local d’intégration des étrangers de Paris (2002/2003);
- Expert auprès de l’Assemblée parlementaire paritaire Union européenne/Pays ACP sur les questions liées à l’immigration et au développement (2002);
- Coorganisateur du Forum civil Euromed, Bruxelles, 2002, sous la présidence espagnole de l’UE. Coordination de l’atelier migration (préparation, choix des intervenants, élaboration de la problématique et des conclusions);
- Coorganisateur du Forum civil Euromed, Bruxelles, 2001, sous la présidence belge de l’UE. Coordination de l’atelier migration (préparation, choix des intervenants, élaboration de la problématique et des conclusions);

- Coorganisateur du Forum civil Euromed, Marseille, 2000, sous la présidence française de l'UE. Coordination de l'atelier migration (préparation, choix des intervenants, élaboration de la problématique et des conclusions);
- Conseil auprès des services déconcentrés de l'État, de collectivités locales et territoriales dans les domaines de la politique de la ville, de l'immigration et de la formation;
- Chargé de mission auprès du Ministère des affaires étrangères français;
- Chargé de mission auprès du Ministère des affaires étrangères belge;
- Chargé de mission auprès de programmes de l'Union européenne;
- Conseil auprès de DRH (Directeurs de ressources humaines) dans les domaines de l'interculturel;
- Expert en formation de formateurs auprès du Fonds d'action sociale (FAS), organisme de l'État français chargé de la politique nationale d'intégration des immigrés;
- Pilotage de nombreux programmes européens de lutte contre les exclusions – publics défavorisés, publics migrants;
- Chargé de mission auprès d'ONG européennes et africaines;
- Pilotage de nombreuses actions de coopération Maghreb, Afrique centrale, Kosovo;
- Chargé de mission auprès d'entreprises européennes et africaines;
- Organisation de rencontres et de colloques sur des thèmes en relation avec la formation, l'immigration, l'interculturel, la société civile, l'État de droit, le codéveloppement;
- Formation de créateurs d'entreprises, réalisation d'études, évaluation de programmes...

### **Formation**

- 1996: DESS: Ingénierie du développement social urbain et intégration en Europe. Université de Marne-la-Vallée, France. Mention bien;
- 1987: DEA ès sciences de gestion. Option: analyse, diagnostic et évolution de la Firme, Université de Lille, France;
- 1985: Maîtrise ès sciences économiques, Université d'Amiens, France;
- 1980 à 1984: DEUG et licence ès sciences économiques, Université d'Amiens;
- 1979: Baccalauréat, série B, Lycée My Ismaël, Mekhnès (Maroc).

Arthur Shatto GAKWANDI (Ouganda)\*

**Date et lieu de naissance:** 27 décembre 1943, Kajara (Ouganda)

**Langues de travail:** Anglais, français, luganda, swahili

**Études**

- Diplôme de troisième cycle (Ph. D. de littérature), Université de Makerere, 1986;
- Maîtrise de littérature anglaise, Université d'Édimbourg, 1971;
- Licence d'anglais et de français, Université de l'Afrique de l'Est, 1968.

**Expérience professionnelle (universitaire)**

- 1988-1989: Chargé de cours principal, Collège du Connecticut, États-Unis d'Amérique;
- 1983-1988: Professeur associé, Département de littérature, Université de Makerere;
- 1981-1983: Maître de conférences, Département d'anglais et de langues européennes, Université de Bayero, Kano (Nigéria);
- 1975: Chargé de cours invité, Département de littérature, Université de Nairobi (au titre du Programme d'échange de personnel enseignant);
- 1971-1978: Chargé de cours/maître de conférences, Département de littérature, Université de Makerere.

**Expérience professionnelle (diplomatique)**

- 2001-2003: Ambassadeur, Représentant permanent adjoint, Mission permanente de l'Ouganda auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (se retirant en décembre 2003);
- 1999-2001: Ambassadeur et Chef du Département de la coopération avec l'Afrique de l'Est et des relations avec les États limitrophes, Ministère des affaires étrangères, Kampala;
- 1996-1999: Ambassadeur et Directeur pour la région de l'Asie et du Pacifique, Ministère des affaires étrangères, Kampala;
- 1993-1996: Ambassadeur suppléant, Mission de l'Ouganda auprès de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Addis Abeba;
- 1989-1992: Direction des relations extérieures, secrétariat du Mouvement pour la résistance nationale.

---

\* La liste des publications dont le candidat est l'auteur peut être consultée sur le site Internet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ([www.unhchr.ch/html/menu2/6/cmw](http://www.unhchr.ch/html/menu2/6/cmw)) ou dans les dossiers du secrétariat. Cette liste est disponible en anglais, langue dans laquelle elle a été communiquée par le Gouvernement ougandais.

**Activités dans le domaine des droits de l'homme**

- 2001-2003: A représenté l'Ouganda aux cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission des droits de l'homme; a représenté l'Ouganda à un grand nombre de groupes de travail sur des questions relatives aux droits de l'homme et a participé activement au dialogue sur la réforme des organes conventionnels, notamment en présentant un exposé sur un atelier consacré aux organes de suivi des traités organisé par la Mission permanente de l'Australie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, les 3 et 4 juillet 2003.

Prasad KARIYAWASAM (Sri Lanka)

**Date et lieu de naissance:** 21 mars 1954, Galle (Sri Lanka)

**Langue de travail:** Anglais

**Situation/fonctions actuelles**

- Ambassadeur, Représentant permanent du Sri Lanka auprès de l'Office des Nations Unies à Genève;
- Représentant permanent du Sri Lanka auprès de la Conférence du désarmement;
- Représentant personnel du Chef de l'État du Sri Lanka auprès du Groupe des 15;
- Consul général du Sri Lanka en Suisse.

**Principales activités professionnelles**

- Fonctionnaire de carrière dans les services diplomatiques sri-lankais et, à l'heure actuelle, représentant permanent du Sri Lanka auprès de toutes les organisations et institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que tous les organismes intergouvernementaux à Genève;
- Exercice de fonctions consulaires pour le Sri Lanka en Suisse;
- Vice-Président de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme et, en cette qualité, membre du Bureau élargi de la Commission des droits de l'homme pour 2003.

**Études**

- Licence de sciences, Université de Peradeniya (Sri Lanka).

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité**

- Vice-Président de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, représentant suppléant du Sri Lanka auprès de la Commission des droits de l'homme à ses cinquante-troisième, cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions et Chef de la délégation sri-lankaise à la Commission des droits de l'homme à ses cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions;
- Président du Conseil de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour l'année 2001-2002;

- A représenté Sri Lanka à la Commission d'indemnisation des Nations Unies de 2001 à 2003 en vue de protéger les intérêts des travailleurs migrants sri-lankais demandant une indemnisation;
- Président du Groupe d'experts de la CNUCED sur les questions d'accès aux marchés relatives au Mode 4 (Mouvement de personnes physiques pour la prestation de services).



Azad TAGHIZADE (Azerbaïdjan)

**Date et lieu de naissance:** Bakou (Azerbaïdjan), le 3 mars 1953

**Langues de travail:** Anglais et russe

**Situation/fonctions actuelles**

- Directeur du Département de la coopération internationale du Ministère du travail et de la protection sociale de la population de la République d’Azerbaïdjan.

**Principales activités professionnelles**

- Développement de la coopération avec des organisations internationales dans le domaine du travail et de la protection sociale;
- Coordination des relations internationales des départements techniques du Ministère avec des organisations internationales et des ministères compétents de pays étrangers;
- A représenté le Gouvernement de l’Azerbaïdjan au Comité gouvernemental du Conseil de l’Europe sur la Charte sociale européenne.

**Études**

- 1970-1975: Université d’État de Moscou, Faculté de mécanique et de mathématiques;
- 1975-1978: Études de troisième cycle, Université d’État de Moscou, Doctorat de mathématiques;
- 1983-1985: Institut des langues étrangères, Faculté d’anglais;
- A suivi plusieurs cours sur les mathématiques actuarielles, la prospective, etc.

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité**

- Élaboration de traités et d’accords;
- Conception et suivi de projets internationaux.

**Publications les plus récentes dans ce domaine**

Une cinquantaine d’ouvrages, d’articles et de manuels scientifiques.

-----